



La Haute Cour fédérale d'Abuja, au Nigéria, a ouvert hier lundi, une audience sur les dix dirigeants de l'état virtuel d'Ambazonie et le gouvernement Camerounais.

En effet, les avocats des dirigeants d'«Ambazonie » détenus ont saisi le tribunal pour ordonner leur retour au Nigeria, où ils ont été arrêtés il y a un an et extradés au Cameroun.

Selon les avocats, leurs clients ne sont pas camerounais et devraient être renvoyés au Nigéria, leur lieu de résidence où leur affaire peut être entendue par un tribunal civil.

Ainsi, les avocats principaux Fru John Nsoh et Ndong Christopher se trouvent au Nigéria, où ils ont rejoint leurs homologues nigériens, Femi Falana et Abdul Oroh, pour plaider leur cause.

Au Nigéria, ils chercheront également à préparer des documents prouvant que les leaders sécessionnistes détenus avaient le statut de réfugiés au moment de leur arrestation.

Rappelons, Les leaders arrêtés il y'a plus d'un an avaient rejeté la nationalité camerounaise devant le tribunal militaire de Yaoundé lors de la dernière audience, contraignant le tribunal à ajourner l'affaire jusqu'au 7 février, date à laquelle ils devraient prouver qu'ils sont en mesure de justifier leur statut.